

# Les Français écœurés par la séquence politique

Thomas Bekor et Martin Lagrave

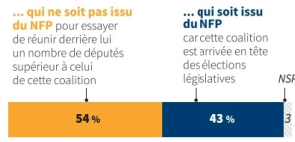
### Après un épisode politique interminable qui a débouché sur trois jours électriques à l'Assemblée nationale, plus de 8 Français sur 10 ont une mauvaise image des partis.

Un député Insoumis qui provoque un « tête contre tête » avec le benjamin de l'Assemblée nationale lors de l'élection au perchoir. Des élus du Rassemblement national (RN) à deux doigts d'en venir aux mains avec un de leurs collègues du MoDem dans la salle des Quatre-Colonnes. Un bourrage d'urne lors de l'élection des vice-présidents de l'Hémicycle. Réunis pour se répartir les postes clés de la 17<sup>e</sup> législature, les députés ont offert un spectacle baroque, qui a souvent flirté avec le grotesque. Sonnés par une « campagne permanente », les Français sortent groggy d'un enchaînement politique interminable. Européennes, dissolution, législatives, au lendemain de ce triptyque qui a déferlé sur le pays, le retour de bâton est sans appel pour la classe politique.

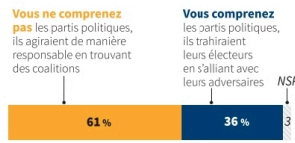
Selon un sondage Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro*, 82% des Français ont une mauvaise opinion des partis politiques, dont 25% une « très mauvaise ». Ce rejet, majoritaire dans toutes les catégories de la population, est aussi corrélé à l'âge (62% de mauvaises opinions auprès des jeunes; 88% auprès des plus de 65 ans). Et c'est lorsqu'ils en parlent que les Français sont les plus durs envers les partis. Ils ne leur semblent ni « crédibles » (88%), ni « honnêtes » (89%), ni « porteurs de solutions effi-

## Les Français fustigent l'incapacité des partis politiques à constituer des coalitions

QUESTION Vous, personnellement, pensez-vous qu'Emmanuel Macron doit plutôt nommer un premier ministre...

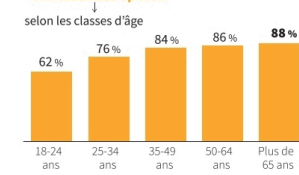
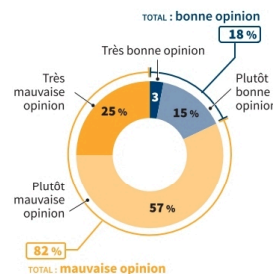


QUESTION Depuis le 7 juillet, les partis politiques ne sont pas parvenus à mettre en place des coalitions afin de trouver une majorité à l'Assemblée nationale.

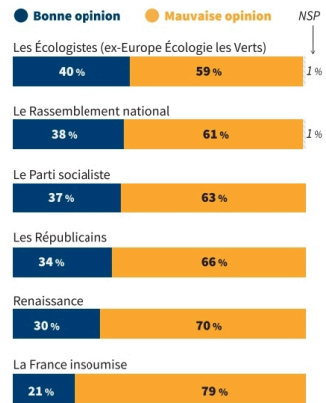


Étude réalisée par Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro*. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 11 et 18 juillet 2024. Échantillon de 1 000 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'intervenu, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Après de l'ensemble des Français, la marge d'erreur écarté, selon le score net, entre 1,4 et 1,5 points.

QUESTION Avez-vous une très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou une très mauvaise opinion des partis politiques ?



QUESTION Pour chacun des partis politiques suivants, dites-nous si vous en avez une très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise opinion.



Infographie LE FIGARO ODOXA BACKBONE

caces » (82%). Dans une vidéo publiée ce dimanche, le député François Ruffin répondait à une élue écœurée » ayant déchiré sa carte électorale. Comme elle, 69% des Français jugent les appareils politiques comme n'étant « pas utiles ».

Une colère contre des formations qui n'ont pas manqué d'imagination pour sceller des accords politiques parfois contradictoires. Pour battre le RN au second tour des élections législatives, le Nouveau Front populaire (NFP) et le camp présidentiel ont opté pour le barrage républicain. Des députés, très suivis par les électeurs, qui ont permis à la gauche d'arriver en tête (193 députés) et au bloc central de sauver les meubles (166). Et de déjouer les pronostics. Un accord de circonstance, qui s'est re-

tourné contre la gauche lors de l'élection au perchoir : les macronistes ont tendu la main aux Républicains (LR) de Laurent Wauquiez, afin d'empêcher l'élection d'André Chassaigne, le candidat unique du NFP.

**« Le bloc central doit faire des propositions. Ce sera ni le retour du monde d'avant, ni tout le programme du NFP, ni tout le pacte législatif des LR. Il faut travailler autour des textes pour montrer aux Français que l'on travaille »**

Éric Bothorel Député Renaissance

Une séquence politique illisible, liée à l'éclatement de la Chambre basse en trois blocs minoritaires.

D'ailleurs, ces trois camps ne seront pas représentés équitablement dans l'Hémicycle : le RN, qui dispose pourtant du premier groupe (126 députés), n'a obtenu aucun poste clé parmi les trente distribués au fil du week-end. Vice-présidents de l'Assemblée nationale lors de la précédente législature, Sébastien Chenu et Hélène Laporte n'ont pas été reconduits.

Face à ce blocage institutionnel, les Français fustigent l'incapacité des partis politiques à constituer des coalitions susceptibles de proposer et de voter des textes. 61% d'entre eux déclarent « ne pas comprendre les partis politiques », qui rechignent à s'entendre, d'après le dernier sondage Odo-

xa-Backbone pour *Le Figaro*. « Ce n'est pas notre culture », regrette Eric Bothorel (Renaissance), qui voit pourtant dans cette impasse une opportunité de « construire une coalition, comme l'ont fait les autres pays européens ». Mais, plutôt que d'élargir leur camp, les élus ont surtout fixé des lignes rouges. « Le bloc central doit faire des propositions. Ce sera ni le retour du monde d'avant, ni tout le programme du NFP, ni tout le pacte législatif des LR. Il faut travailler autour des textes pour montrer aux Français que l'on travaille », détaille le député. « Sauf que, dans les faits, les ouvertures restent minces. Côté gauche, les Insoumis attendent toujours que le président de la République appelle le Nouveau Front populaire à former un gouvernement. « Le président doit se

## « L'union a été promise et elle doit être respectée », la désillusion des électeurs du Nouveau Front populaire

Eugénie Bollaît et Victor Mérat

À début, il y eut l'espoir. Le 7 juillet au soir, les électeurs du Nouveau Front populaire se sont couchés l'esprit tranquille et la tête pleine de rêves. L'alliance des gauches, scellée dans la précipitation après la dissolution de l'Assemblée nationale, venait d'arriver en tête, à la surprise générale. Sans parler de raz-de-marée, les défenseurs plus ou moins convaincus du NFP ont tout à coup vu dans cette union de circonstances la possibilité d'un véritable renouveau. « Oui, j'ai eu un espoir qu'enfin les figures pénibles de la gauche mettent leurs egos de côté pour construire un programme commun », confie Juliette, architecte qui frôle la trentaine.

Depuis, deux semaines ont passé. Et nombreux sont ceux qui trouvent le temps long devant le « déplorables spectacle » offert par les cadres des partis qui peinent à se mettre d'accord sur le nom d'un candidat commun pour le poste de premier ministre. « J'ai l'impression qu'on revit les péripéties de la Nupes, les déchirements en place publique », souffle Yann, 27 ans, député. Le jeune homme, qui travaille dans une institution européenne, craint que la gauche ne soit aujourd'hui sur une ligne de crête : « C'est dommage, ils étaient jusque-là admirables. Je ne sais pas si on est arrivé au grand gâchis, mais nous n'en sommes pas loin. »

Chez les partisans du NFP, on sent bien que la dynamique qui porte le mouvement n'est pas éternelle. « Il faut qu'ils fassent vite parce que nous perdons du crédit à vitesse grand V », abonde Éliane, consultante en communication d'obédience socialiste. Une pétition, lancée le 17 juillet et déjà signée par 50 000 personnes, exhorte d'ailleurs les « députés du NFP » à voter à « bulletin

secret » pour désigner un chef de gouvernement. « Ne nous trahissez pas », y impliquent les rédacteurs.

Électeurs de LFI, du PCF, du PS ou d'EELV s'agacent de voir voler en éclats tous leurs efforts pour dépasser les clivages idéologiques. « Je pense qu'ils allaient capitaliser sur le fait qu'une grosse partie du pays ne voulait pas de l'extrême droite », retrace Éliane. Mais plutôt que de voir les quatre ténors des partis (Olivier Faure, Marine Tondelier, Fabien Roussel, Manuel Bompard) se serrer la main, les sympathisants du NFP ont assisté à une « véritable guerre d'ego ». « Maintenant que le danger de l'extrême droite est écarté, ils replongent dans leurs querelles de boutiques, c'est écœurant », déplore Bartolomé, intermittent dans le secteur des transports.

### « Un spectacle obscène et décevant »

Proposé à Matignon par les Insoumis, le nom d'Hugette Bello a été balayé par le Parti socialiste quelques heures après qu'il a circulé dans la presse. Une décision jugée « incompréhensible » par l'Insoumise Clémence Guetté. Dans la foulée, les Verts, les communistes et les socialistes ont soumis une candidature commune à la personne de Laurence Tubiana. Cette proposition « n'est pas sérieuse », avait cette fois fustigé Manuel Bompard, en pointant du doigt une personnalité « Macron-compatible ». Au milieu de ce vacarme, les négociations ont même été interrompues à plusieurs reprises. « Je suis désolée du spectacle qu'on donne aux Français », avait finalement déclaré Marine Tondelier en guise d'aveu.

Mais à qui la faute ? Pour Tanguy, militant haut placé dans un syndicat étudiant, c'est au « PS et à LFI » qu'il faut en vouloir. Le jeune homme dénonce notamment l'incapacité des cadres des deux partis à laver leur linge sale dans le

scénario d'une salle de réunion. « Je trouve ce spectacle obscène et décevant, cette façon de se répandre dans la presse », dit Felipe Bartolomé.

Cet affichage en place publique risque surtout de donner du grain à moudre aux adversaires politiques, s'inquiète Éliane, 24 ans. « En face, ils se régulent. D'autant que ça ne résout pas du tout le problème des gens qui ont voté pour le RN et que le NFP prétendait convaincre. »

Spectacle d'autant plus « ridicule » qu'il ne correspond pas, selon les dires de nombreux militants contactés par *Le Figaro*, à la réalité du terrain. Plus jamais, le divorce entre les aspirations de la base et les têtes des partis semble consommé : « Les équipes des différents partis de gauche ont travaillé ensemble pendant la campagne alors qu'elles ne se parlaient plus depuis des années », résume

un élu local et militant écologiste des Deux-Sèvres.

Le risque, craignent aujourd'hui les militants, est que cette désillusion ne se transforme donc en rancœur, voire en rejet. « L'union a été promise et elle doit être respectée », assène Éliane. Comment dans ce contexte, croire en l'avenir ? « Je suis optimiste parce que je pense que ce n'est pas une tâche aisée. Il faut trouver une figure que Macron accepte mais qui rassemble aussi la gauche », tempère l'architecte Juliette. En bout de chaîne, des militants n'y croient définitivement plus. « Ce bordel me dépolitise et j'ai juste envie de me replier sur autre chose », s'empare Éliane. La jeune Parisienne est lasse de ces dissensions qui, selon elle, ne sont pas à la hauteur des enjeux : « Sans changement drastique, on vivra éternellement l'union pour le barrage et le déchirement ensuite. »



Des militants du Nouveau Front populaire lors d'une manifestation contre l'extrême droite, le 15 juin à Paris. MYRIAM TIRLER/HANS LUCAS VIA AFP

## « Pour moi, la colère des

C'était le grand soir. Au premier tour des élections législatives, le Rassemblement national avait réuni 33,15% des suffrages exprimés, avec plus de 10,6 millions de voix. La vague était attendue mais certainement pas dans ces proportions. « Je me suis dit, ça va être, on peut accéder au pouvoir », se souvient Margot, 28 ans, consultante dans un cabinet de conseil.

Une semaine plus tard, c'est la douche froide. Alors que certains sondaient leur accord à la majorité absolue (à partir de 289 députés), le parti à la flamme et ses alliés - 142 élus - ne constituent finalement que la troisième force politique à l'Assemblée nationale. Même s'ils sont les premiers en termes de voix. C'est de l'autre côté du spectre politique que le champagne est sabré : le Nouveau Front populaire remporte 193 députés. Le camp présidentiel, lui, sauve les meubles avec 166 élus.

Le « front républicain » a fonctionné à plein. Au total, 217 candidats, majoritairement du NFP et du camp présidentiel, se sont désistés au second tour au profit d'un candidat mieux placé qu'eux pour battre le RN. « Ce n'est pas une défaite électorale normale puisque elle n'émane pas réellement de la volonté des électeurs. Elle est le fait des autres partis. Les résultats étaient connus avant que le match ne soit joué, fulmine Fabienne, 63 ans, institutrice à la retraite. Pour moi, c'est un déni de démocratie. » Éloïse, étudiante en droit, abonde : « C'est un front contre les Français. De quel droit cette élite politique déconnectée se dresse contre leur volonté, alors que le message envoyé est clair ? »

Avec le temps, ce ressentiment s'est pas estompé. Car la mise en place de ce cordon sanitaire autour du parti de Jordan Bardella s'est poursuivie au



tourner vers le NFP, j'attends qu'il m'appelle. C'est la base de la démocratie, car nous sommes en tête», argue ce lundi sur Europe 1. «News Manuel Bompard, le coordinateur de La France insoumise. Pendant ce temps, les négociations patagent encore sur le choix d'un premier ministre. Huguetta Bello, proposée par les communistes et les Insoumis ? Veto des socialistes. Laurence Tubiana, personnalité issue de la société civile avancée par le PS ? Niet pour les Insoumis. Des attermoiements qui agacent jusqu'en interne : « Je m'impatiente, nous prenons trop de temps », a déploré Sandrine Rousseau au micro de BFMTV ce lundi, qui regrette que la gauche n'ait pas réglé « les tensions qui existent depuis la campagne des européennes ».

**Les députés dans l'Hémicycle, juste avant l'annonce de la réélection de Yaël Braun-Pivet à la tête de l'Assemblée nationale, le 18 juillet.** SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Après cette période d'effervescence politique quotidienne, la gueule de bois est brutale pour les électeurs. À gauche, Jean-Luc Mélenchon avait déclaré à une foule conquise, dès les prémices de la soirée électorale, que le Nouveau Front populaire devait « gouverner le pays ». Depuis deux semaines, le NFP n'a offert au public que le spectacle de ses divisions. Puis il y a les sympathisants du RN, qui pensaient obtenir la majorité absolue...

... et qui se retrouvent avec un parti condamné à jouer l'opposant numéro un. Enfin, le camp présidentiel, qui a perdu sa majorité relative, attend toujours une fameuse blanche du côté de l'Élysée.

Alors que le pays passe à l'heure olympique, de nombreux Français ont remis la politique pour ne penser qu'aux vacances. Mais ces derniers jours au Palais Bourbon risquent de laisser un goût amer. Marie-Christine Dalloz, députée LR du Jura depuis dix-sept ans, résumait crûment la séquence au Figaro le week-end dernier : « Je suis traumatisée, j'ai honte. J'ai déjà vécu des journées pas faciles à l'Assemblée, mais celles-ci resteront dans les annales comme les pires. Nous avons donné une image pitoyable du parlementarisme. »

## Après le retrait de Tubiana, le difficile recours à la société civile

Célestine Gentilhomme

Depuis plus de deux semaines, l'équation Matignon vire sérieusement au casse-tête à gauche. Il y a quelques heures encore, une dernière carte semblait toujours sur la table : Laurence Tubiana, 73 ans, négociatrice des accords de Paris (2015) et économiste engagée. Proposée par le Parti socialiste, l'intéressée s'est finalement retirée de la course, faite d'accord entre les quatre forces du Nouveau Front populaire (NFP). Dans un communiqué publié ce lundi sur son compte X, la diplomate de l'environnement a glissé un dernier conseil à ses camarades : « C'est de là, de l'engagement citoyen, que naissent les solutions. Il est possible et nécessaire de faire de la politique autrement. »

De quoi remettre de l'eau au moulin des socialistes, qui poussent pour une candidature issue de la société civile. « Ça permettrait de sortir de la logique de confrontation entre les quatre partis de l'alliance. C'est un moyen de réconcilier tout le monde et de sortir par le haut », plaide Arthur Delaporte, député PS du Calvados. Le temps presse, alors que le parti de la rose réclame un vote des quatre groupes avant ce mardi pour trouver un candidat commun. Rangés derrière la proposition de Laurence Tubiana, les écologistes et les communistes veulent eux aussi croire qu'une fumée blanche peut encore venir de la société civile. « Elle fait partie de la solution », assure la patronne des Verts, Marine Tondelier, au micro de France Inter début juillet. À leurs yeux, le candidat idéal doit cocher plusieurs cases : un profil d'expert, en dehors du sérail politique, et capable de préserver l'unité des stratégies partisanes. L'invocation n'est pas nouvelle, précise le politologue Christophe Boutin : « Il y a toujours eu le mythe d'un inconnu, né de la société civile, qui parviendrait à rassembler. Mais, cette fois, ce serait un rassembleur sous le contrôle des partis. »

Au lendemain de la dissolution surprise, l'ex-chef de file de la liste des socialistes aux européennes, Raphaël Glucksmann, avait déjà tenté d'imposer le nom de l'ancien patron de la CFDT Laurent Berger pour prendre la tête d'un éventuel gouvernement de gauche. Sans succès. Signe aussi qu'une figure consensuelle se déniche plus difficilement dans les rangs des forces politiques. « On peut trouver du rassemblement quand quelqu'un dispose du leadership, comme ce fut le cas du PS pendant plusieurs années. Aujourd'hui, plus personne ne peut à ce stade prétendre avoir l'hégémonie », explique Arthur Delaporte. Par peur de perdre le bras de fer, le PS et LFI ont d'ailleurs rejeté tour à tour les noms avancés par l'écure adverse pour le poste de premier ministre. « La crainte pour tout le monde, c'est surtout qu'une personnalité soit imposée par l'un des partis », souffle un communiste.

### Pression des partisans

Malgré la pression de leurs partenaires, les Insoumis ont quant à eux déjà écarté la piste de la société civile. Dans un communiqué évoquant l'offre de service de Laurence Tubiana, les troupes de Jean-Luc Mélenchon rejettent en bloc « l'improvisation d'une candidature extérieure » qui ne parviendrait à résoudre le « blocage politique ». « Quelles garanties seraient données pour la mise en œuvre du programme du Nouveau Front populaire ? », interroge le mouvement. Car, derrière le recours à la société civile, certains redoutent surtout que la personnalité « apolitique » ne roule en réalité pour l'un des quatre partis. Signe de la défiance, LFI a très vite disqualifié Laurence Tubiana, jugée trop « Macron-compatible ». « Ils se sont construits en disant qu'ils étaient un mouvement gazeux et ouvert à la société, avance un socialiste. Mais, finalement, c'est un petit noyau qui ne supporte pas que quelqu'un venu de l'extérieur ait une capacité à avoir un véritable leadership. » Une autre plainte : « Au fond d'eux-mêmes, les Insoumis aimeraient bien un Insoumis. »

## c'est un déni de démocratie» : électeurs du RN

Palais Bourbon, où la très stratégique répartition des postes clés a été marquée par la mise à l'écart du RN : aucune des six vice-présidences, pas de poste de questeur sur les trois en jeu, pas même un secrétaire sur douze... Les temps ont changé : il y a deux ans, le camp présidentiel avait concédé au parti à la flamme deux vice-présidences, dans le soubord d'une représentation équitable des groupes, comme le préconise le règlement de l'Assemblée.

### « En refusant de serrer la main aux députés RN, les députés Insoumis font un bras d'honneur à 10 millions de Français »

**Bruno Retailleau** Président du groupe Les Républicains au Sénat

Une vive inquiétude relayée par Marine Le Pen. « Le sujet, c'est que les Français ont voté aux élections législatives d'une manière très différente qu'en 2022. Et on se retrouve avec Yaël Braun-Pivet à l'Assemblée. Donc que rien n'a changé, avec ce sentiment que nos électeurs sont quantifié négligeable et qu'ils n'ont pas été entendus », a-t-elle fustigé samedi. « On nie la pensée de 11 millions de Français. On nous dit en substance : "Tais-toi car ce que tu me dis, ça me dérange trop", résume Margot.

Une grogne amplifiée par la sensation d'être « méprisés » par les élus des autres partis. Jeudi dernier, de nombreux députés du NFP mais aussi du camp présidentiel, comme l'ex-ministre Agnès Pannier-Runacher, ont refusé de serrer la main de Flavian Termet, le plus jeune député (RN) de l'Hémicycle, lors de l'élection du président de l'Assemblée, comme le veut la tradi-

tion. Une attitude qui a fait réagir jusque dans les rangs des Républicains : « En refusant de serrer la main aux députés RN, les députés Insoumis font un bras d'honneur à 10 millions de Français », s'est emporté le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau.

« De la colère peut germer, conclut ainsi Margot. En tant que ces votes, les cadres de gauche et du centre vont à l'encontre de leur objectif. À force de nier la réalité, les gens vont voter de plus en plus extrême. » Tournant définitivement le dos à cette « défaite » électorale, les électeurs du RN se posent dorénavant la question de l'avenir. Nombreux sont ceux qui n'ont plus d'espoir : « Ce n'est pas forcément de la rancœur, c'est de la lassitude, soutient Maxime, un Strasbourgeois de 22 ans. Mais j'ai aussi l'impression qu'on accepte cette défaite car on se dit que c'est simplement un gain de temps pour les autres. »

Jusqu'en 2027, lors de la prochaine présidentielle ? À ce sujet, les avis sont partagés. « La marge de manœuvre n'est pas assez grande pour le RN. Il y a aura toujours ce mur. C'est une droite plus forte, mais sans cette étiquette RN, qui pourrait gagner », analyse Margot. D'autres pensent au contraire que cette absence de représentation du RN à l'Assemblée pourrait agir comme une « bombe à retardement » et attirer de nouveaux électeurs poussés par la colère. Pour l'heure, tous sont d'accord sur un point : le « décalage » entre les « arrangements politiques » et l'opinion d'une grande partie des Français est « trop important ». « Nos envies, nos idées sont claires, mais on va se retrouver avec un gouvernement de gauche, souffle Éloïse, écœurée. Quelle est la solution si on ne peut plus se faire entendre par les urnes ? »

E. B. et V. M.

## Profitant de l'instabilité politique, les partis relancent la machine à adhésions

Éloïse Climbidi

La fièvre militante se propage. Ces derniers mois, les tamponnements des cartes d'adhérents se sont considérablement accélérés au gré des soubresauts de la vie politique. Elections européennes, dissolution de l'Assemblée nationale, Rassemblement national aux portes du pouvoir... Autant d'événements traduisant l'instabilité du moment politique, qui ont poussé des dizaines de milliers de Français à s'engager dans des structures partisanes.

Emporté par le souffle de la victoire des européennes, le RN est ainsi parvenu à embarquer, en l'espace d'un mois et demi, 30 000 nouveaux adhérents à bord du navire lepéniste. Et ce, même si le raz-de-marée annoncé du parti aux législatives n'a pas eu lieu. « Nous avons dépassé les 100 000 adhérents, il y a deux semaines. C'est du jamais vu. Le record d'adhésion depuis la création du Front national était de 50 000. Nous l'avons battu il y a six mois », se réjouit Kevin Pfeffer, trésorier du parti à la flamme. Un chiffre déconcertant, qui, comme pour les autres formations politiques, reste invérifiable. « Les gens ont envie d'adhérer quand on gagne », analyse le député de la Moselle, qui dit avoir constaté un « pic d'adhésion » à chaque annonce de résultats électoraux. Un an plus tôt, le RN ne revendiquait que 50 000 encartés, contre 35 000 en 2022, si l'on s'en tient au nombre d'inscrits lors du dernier congrès du parti.

Dynamique similaire mais motivations divergentes à gauche. Chez les Écologistes, qui avancent une hausse de 1 800 primo-encartés depuis le 9 juin, la mobilisation partisane s'est jouée en

deux temps. « Les premiers signaux ont été une progression des adhésions et des dons à la suite de notre résultat aux européennes (5,5% des voix, NDLR). Des personnes déçues et inquiètes de notre score ont décidé de s'engager pour continuer de faire vivre l'écologie politique », décrypte Nour Durand-Raucher, membre du bureau exécutif des Verts. S'en est suivi le coup de tonnerre de la dissolution et des législatives, desquelles le RN était donné en tête par les sondages. « Beaucoup de personnes se sont engagées par peur de voir l'extrême droite arriver au pouvoir », relate l'écologiste qui livre le chiffre de 14 500 encartés au sein du parti, en comptant ceux en attente de renouvellement.

### De nouveaux partisanes

L'espoir suscité par le Nouveau Front populaire aurait largement contribué à relancer cette machine à adhésion. « La dynamique du NFP a poussé un certain nombre de gens qui hésitaient à passer le cap de l'adhésion », affirme Léon Defontaine, porte-parole du Parti communiste français. Lequel aurait enregistré 1 000 demandes d'adhésion en ligne entre le 9 juin et le 7 juillet. Constat identique chez La France insoumise. « La création du NFP a motivé pas mal de monde à s'engager pour lutter contre l'extrême droite », indiquent les mélenchonistes, qui se targuent du soutien de 65 000 nouveaux sympathisants sur la même période. Une forte poussée qui s'explique par le modèle d'« adhésion en un clic » de l'organisation politique, laquelle n'exige aucun versement de cotisation. Contacté par Le Figaro, le Parti socialiste n'était pas disponible pour indiquer son nombre d'adhérents.

Ironie de l'histoire : malgré deux défaites électorales consécutives, le parti

présidentiel continue, lui aussi, de revendiquer de nouveaux partisanes. « Nous avons eu un bond dans les adhésions, ainsi que les dons, au lendemain de la dissolution. Nous comptons aujourd'hui 35 000 adhérents, contre 30 000 en 2023 », assure Mickaël Nogal, directeur de cabinet de Stéphane Séjourné, secrétaire général de Renaissance. Une dynamique partagée par les partis satellites du camp présidentiel, qui ont profité du retrait forcé d'Emmanuel Macron de la campagne législative pour mettre en avant leur leader respectif. « François Bayrou a été extrêmement visible et apprécié pour ses prises de position, sa clarté et sa cohérence », croit savoir Maud Gatel, secrétaire générale du MoDem, qui impute au président du parti centriste le boom d'adhésions de ces dernières semaines - sans communiquer de chiffres.

Même son de cloche chez Horizons. Passé de 23 000 adhérents en 2023 à plus de 30 000 aujourd'hui, le jeune parti fondé en 2021 accuse une « progression constante ». « On le doit à un gros travail d'Édouard Philippe. Sa solidité d'homme d'État dans des périodes difficiles a permis d'attirer de nouveaux adhérents. Il a su se différencier des chichas politiques, en étant présent sur le terrain pour donner sa vision pour le pays », estime Pierre-Yves Bonnaud, secrétaire général délégué à la structuration du parti et aux élections. En multipliant les prises de position mettant en cause le chef de l'État, l'ancien premier ministre d'Emmanuel Macron a ainsi acté son « émanicipation » du parti présidentiel. Une rupture qui s'est notamment illustrée pendant les législatives, lorsque les candidats philippistes ont décidé de se présenter sur leurs propres couleurs, refusant d'endosser l'étriquette Ensemble pour la République. ■